

Langues officielles, 1996



Le recensement de 1871, mené quelques années après l'adoption de la constitution du pays, mit en évidence la dualité ethnique de la population, composée de 61 % de Britanniques par l'origine et de 31 % de Français. À la suite de la Seconde Guerre mondiale, 80 ans plus tard, le poids de l'origine française s'était maintenu à 31 %, alors que celui des Britanniques avait chuté à 48 %. La stabilité de la proportion des Français d'origine tient à leur forte fécondité; la baisse de celle des Britanniques résulte de l'importance qu'avait prise l'immigration internationale dans l'accroissement démographique au cours des années qui ont précédé et suivi la Première Guerre mondiale. En 1951, l'ensemble des origines autres que britannique ou française représentait 20 % de la population, une hausse considérable depuis 1871 (près de 8 %); quant aux personnes se déclarant d'origine amérindienne, elles composaient toujours environ un pour cent de la population. La diversification ethnique de la population s'est poursuivie au cours du dernier demi-siècle à la faveur d'une forte immigration internationale et de l'écart qui s'est creusé entre la fécondité des populations d'origine amérindienne et celle des autres Canadiennes.

Au fil des décennies, la dualité ethnique a fait place à la dualité linguistique. Les deux groupes ethniques majeurs représentaient plus de 90 % de la population en 1871; en 1996, 90 % de la population parle le plus souvent à la maison le français ou l'anglais. Cette permanence masque toutefois les évolutions contrastées des populations anglophones et francophones à travers le pays.

Au Canada, les deux grands groupes de langue officielle représentent environ 83 % des Canadiens. Ils se détachent d'un certain nombre d'autres groupes linguistiques dont aucun ne compte pour plus de 3 % de la population. Des considérations d'ordre géographique – le pays s'étend sur 5500 kilomètres (3400 miles) d'un océan à l'autre – et historique permettent de mieux comprendre la situation linguistique.

À l'échelle du pays, l'anglais (84 %) et le français (31 %) sont les langues les plus fréquemment parlées. Selon les chiffres du recensement de 1996, environ un Canadien sur six (17 %) est capable de parler les deux langues officielle. À l'évidence, les personnes vivant dans les régions où les deux groupes linguistiques cohabitent affichent une tendance nettement plus élevée à parler l'une et l'autre

langue. Ainsi, la moitié de la population de la région métropolitaine de Montréal et 44 % de celle de la région de Ottawa-Hull peuvent parler les deux langues officielles.

La majeure partie du texte pour les Langues officielles a été tirée de :

Marmen, Louise et Jean-Pierre Corbeil. Les langues au Canada: Recensement de 1996. Ottawa, Patrimoine canadien et Statistique Canada, 1999. Numéro du catalogue: CH3-2-8/1999.

Note au sujet de la cartographie

Les données présentées sur les couches des cartes ont été tirées du recensement de 1996 et se fondent sur les 288 divisions ou les 5984 subdivisions de recensement au sujet desquelles des données ont été publiées. La technique de cartographie choroplèthe est d'utilité relative lorsqu'il s'agit d'indiquer des données recouvrant les grandes régions nordiques et les régions rurales, où les populations sont faibles et, par conséquent, sur-représentées. Pour voir les données démographiques d'une division ou subdivision de recensement particulière, appuyer sur le bouton « Statistiques » et choisir la région désirée.

Si l'on veut établir une comparaison entre les cartes, il est important de se rappeler que chaque planche se fonde sur un ensemble particulier de données. Les intervalles de classes employés ont été générés pour représenter l'information particulière sur chaque carte. On ne saurait donc établir une comparaison directe entre une carte et une autre. Les meilleures sources de comparaison sur le plan du contenu demeurent les cartes individuelles combinées aux textes explicatifs qui accompagnent chacune d'elles.

Notez qu'avec la technique choroplèthe, les zones sont intégralement recouvertes et qu'il n'est possible de voir qu'une seule couche de données à la fois.

Lorsque les limites des divisions de recensement ont été établies, le Nunavut n'avait pas encore été désigné territoire officiel. Les cartes n'en font donc pas mention.

Définition des termes soulignés

Carte choroplèthe : Carte thématique dans laquelle les surfaces sont colorées ou hachurées en fonction de la valeur d'une variable.

Division de recensement : Division de recensement (DR) est le terme général qui désigne les régions géographiques établies en vertu de lois provinciales et qui sont des régions intermédiaires entre la municipalité et la province. Il peut s'agir de

comtés, de districts régionaux, de municipalités régionales et d'autres genres de régions créées en vertu de lois provinciales. Les lois provinciales de Terre-Neuve, du Manitoba, de la Saskatchewan et de l'Alberta ne prévoient pas la création de ces régions géographiques administratives. C'est pourquoi les divisions de recensement ont été établies par Statistique Canada en collaboration avec ces provinces pour la diffusion des données statistiques. Au Territoire du Yukon, la division de recensement correspond à l'ensemble du territoire. (Source : Dictionnaire du recensement de 1996, Statistique Canada)

Subdivision de recensement (SDR) : Subdivision de recensement (SDR) est un terme générique qui désigne les municipalités (telles que définies par les lois provinciales) ou leurs équivalents (par exemple, les réserves indiennes, les établissements indiens et les territoires non organisés). À Terre-Neuve, en Nouvelle-Écosse et en Colombie-Britannique, ce terme désigne également les régions géographiques créées par Statistique Canada, en collaboration avec les provinces, comme équivalents des municipalités aux fins de diffusion des données statistiques. Selon la hiérarchie nationale, les subdivisions de recensement sont regroupées pour former les divisions de recensement. Les DR forment les provinces et territoires. Deux autres niveaux géographiques sont définis dans la hiérarchie nationale pour faciliter les analyses de données spéciales. Il s'agit de la subdivision de recensement unifiée (SRU) qui est une agrégation spéciale de subdivisions de recensement et qui constitue un niveau géographique se situant entre le niveau des SDR et le niveau des DR. Dans les régions rurales, la SRU est un groupement de petites municipalités regroupées habituellement au sein d'une plus grande municipalité. Par exemple, un village situé dans un canton est regroupé au canton pour former une SRU. Dans les régions urbaines, les SRU sont formées de groupes contigus de SDR. Le Recensement de l'agriculture est l'un des principaux utilisateurs des SRU. (Source : Dictionnaire du recensement de 1996, Statistique Canada)